



Numéro 194

Le journal de la section SUD Inetum de Solidaires Informatique

Février 2022

Inetum livrée aux vautours par les Faucons : allons nous prendre le Bain ?

C'est par voie de presse que nous avons appris, deux jours avant l'annonce officielle aux salariés, qu'Inetum était en cours de rachat par un fond d'investissement américain, Bain Capital, pour la coquette somme de 2 milliards d'euros.

Fin 2021, des rumeurs avaient évoqué une proposition de rachat par Orange, mais c'est finalement une holding menée par le **fond d'investissement Bain Capital avec à sa suite NB Renaissance et le "top management" d'Inetum** qui vient planter ses crocs dans le gâteau Inetum à la suite du fond qatari Mannai.

La direction, par la voix de V. Rouaix, a commencé ses exercices d'auto satisfaction et de danse du ventre sur BFM et ailleurs, penchons-nous un peu sur la réalité des choses.

C'est une belle histoire...

Si certains d'entre nous croyaient encore aux sirènes de la direction et de son management qui nous vantent avec des trémolos dans la voix l'importance de l'esprit "corporate", de l'engagement du salarié pour la famille Inetum, l'entreprise, le win-win, ou encore l'ambition collective d'innover, bla et bla et bla... Ce roman niais du capitalisme à la française prend fin aujourd'hui de façon brutale.



C'était un beau roman...

Bain Capital est un des plus puissants et anciens fonds d'investissement américain. Un des plus rapaces selon la réputation qu'il s'est bâtie aux Etats-Unis même. Doté de 130 milliards de dollars d'actifs, il a été fondé en 1984 par Mitt Romney, ancien candidat républicain recalé à la présidentielle américaine de 2012.

...et puis paf !

Il vient s'écraser avec fracas aux pieds de l'un des pires vampires du capitalisme financier : le fond d'investissement américain. Nous voici donc désormais dans la même cage que *Domino's Pizza, Dunkin' Donuts, Toys"R"Us, Maisons du Monde, Burger King* et beaucoup d'autres enseignes aux mains de Bain Capital, toutes connues pour leurs pratiques sociales et managériales rétrogrades.

Le mois ci

Inetum livrée aux vautours par les faucons...	1
Histoire d'un billet de banque.....	2
La finance ne crée aucune valeur.....	2
À notre collègue, camarade et ami disparu...	3
5 années juteuses pour Mannai, beaucoup moins pour les salariés.....	3
Pour les salariés de la DSI, les "merci" ne suffisent plus.....	4
Réunion publique en ligne.....	4
Quand la cyberattaque devient centre de profit !.....	5

Nous suivre



Nouvelle réunion en ligne Solidaires le 16 Février à 17h

Voir en page 4

Les fonds d'investissement rapaces

Ces fonds d'investissement n'ont aucun métier, il n'ont que des victimes, ils n'ont aucun savoir faire autre que celui de s'enrichir du travail des autres, c'est l'un des pouvoirs que leur donne le capital astronomique à leur disposition. Bain Capital, tout comme les sinistres Blackstone, Neuberger Berman (le N et le B derrière "NB Renaissance") et autres KKR sont de véritables parangons de ce capitalisme de rapaces. Ces fonds purement financiers sont un regroupement de capitaux qui n'ont pour seule ambition que celle de servir leur actionariat par une rentabilité rapide et maximum. Il n'est pas rare que ces prestidigitateurs promettent à leurs actionnaires des taux de rentabilité jusqu'à 20 %.

Main basse sur les entreprises européennes.

Un scénario de rachat sans doute similaire au notre s'est produit il y a peu lors de la vente de Equans, une filiale d'Engie. Bouygues et Bain Capital étaient

sur les rangs pour s'offrir cette filiale estimée à 4 milliards d'euros et les deux se sont livrés une guerre sans merci sur tous les tableaux allant jusqu'à promettre des dividendes au top management, on parle de 100 M d'euros sur ce dossier. Au final, Bouygues aura dû déboursier plus de 7 milliards d'euros face à la puissance de frappe de Bain Capital. Et les exemples se sont multipliés en 2021, avec notamment la prise de Telecom Italia par le fond d'investissement américain KKR, plus grosse opération du genre en Europe.

Les fonds d'investissement sont les grands gagnants de la crise COVID

Les banques centrales inondent les marchés de liquidités, les états payent, les taux sont bas : c'est une véritable aubaine pour ces fonds d'investissement qui battent des records de rendement. Leur opportunisme débridé apparaît au grand jour sur fond de crise économique.

Inetum est de nouveau livrée aux intérêts financiers comme elle l'a été avec **Mannai qui sort de son opération de Leverage Buy Out (LBO) avec un beau chèque de 2 milliards, soit une plus value nette de 1,4 milliards** (gageons qu'il ne payeront pas beaucoup d'impôts sur cette somme). Quel sera le montant du chèque que percevra Bain Capital à la sortie de son opération financière ?

Il faut se débarrasser du capital avec l'eau du Bain

L'avenir d'une entreprise livrée à ces rapaces ne s'annonce pas rose. La direction fait la preuve que, comme ses actionnaires, elle n'a plus aucune autre boussole que la rentabilité financière de l'entreprise, son avenir opérationnel étant relégué au second plan. **Pour eux, tout l'enjeu n'est plus celui de la survie de l'entreprise opérationnelle, mais la sauvegarde de leur investissement de départ**, phénomène exacerbé en période de crise économique.

Plus que jamais nous devons compter sur nos mobilisations futures pour contrer les coups fourrés que nous préparent en coulisse tous ces gens tellement intéressés de faire main basse sur les fruits de notre travail.



Mitt Romney au centre, avec ses copains décomplexés de Bain Capital dans les années 80. Il n'y a vraiment aucune raison de s'inquiéter, ces gars sont là pour apporter leurs expertise financière et accompagner la croissance d'Inetum. "Sorry, Ine... what ?"

Des républicains étasuniens aux Financier du Qatar, l'histoire extraordinaire d'un billet de banque.

Fondateur de Bain Capital, **Mitt Romney** a été candidat républicain à l'élection présidentielle américaine de 2012 contre Barack Obama, promettant de se faire élire sur un programme très droitier et très appuyé sur la machine de guerre étasunienne pour remettre un peu d'ordre (leur ordre) dans le monde.

En achetant Inetum, **la créature de Romney, Bain Capital fait un chèque de 2 milliards aux financiers Qatari**. Quand on sait les suspicions de financement du terrorisme portées à l'encontre de la finance qatari*, notamment via la Banque de Doha soupçonnée de financer Al-Nusra, une parente d'Al-Qaïda présente sur la liste étasunienne des organisations terroristes internationales, **on se dit que décidément l'argent n'a pas d'odeur : on se fait la guerre avec le sang des autres et plus tard on se reconcilie à grands coup de dollars.**

*Voir l'article "Qatar 'funnelled millions of dollars to Nusra Front terrorists in Syria" dans 'The Times', 04 juin 2021.

La finance ne crée pas de valeur, elle l'accapare. Partageons les richesses !

Inetum revendue, ce sont 2 milliards d'euros qui partent dans les poches des actionnaires de Mannai Corporation. On voudrait nous faire croire à la success story de talentueux financiers qui s'enrichissent par leurs coups de génie.

Au final, la finance ne crée aucune valeur, elle ne fait que la concentrer aux mains d'une minorité. **Seul le travail crée de la valeur**. Dans notre cas, c'est une bonne partie des fruits de notre travail de ces 5 dernières années qui est accaparée par un jeu de détournement et de pouvoir : le pouvoir que notre système économique donne à ceux qui détiennent les capitaux.

Pour notre part, nous aspirons à une société sans spéculation financière, qui réemploie en totalité les fruits du travail pour satisfaire les besoins de tous : salaires décents, travail pour tous, santé, éducation, réduction du temps de travail, transition écologique... Tout cela avant de satisfaire l'égoïsme de quelques banquiers en manque de Lamborghini et autres C&CEO devenus chatelains viticulteurs sur le tard. **Il est temps partager les richesses, MAINTENANT !**



À notre collègue, camarade et ami disparu...

C'est avec une immense tristesse, que nous avons appris la disparition de notre cher ami Jean-Pierre Boulhol.

Implicqué syndicalement depuis de nombreuses années, Jean-Pierre avait d'abord intégré le comité d'entreprise Gfi-Progiels en tant que représentant syndical Solidaires. Il avait par la suite continué à s'impliquer en intégrant le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail.

Jean-Pierre a toujours fait preuve de présence, de soutien, de conseil, envers un grand nombre de salariés de l'entreprise. Il était généreux, altruiste, dévoué et ces *Boulholeries* nous manqueront beaucoup...

Il était capable de nous remonter le moral dans les situations les plus complexes, et nous partageons de moments simples, agréables et inoubliables.

Lui-même avait subi une répression syndicale de la part de l'entreprise. Mis à l'écart dans un bureau isolé, sans travail, même quand il en réclamait, il est resté sans formation pendant de nombreuses années. Contraint de partir à la retraite, compte-tenu du climat professionnel dans lequel il évoluait, il s'était créé de nouveaux projets personnels en France et au Portugal.

Jean-Pierre, jusqu'au bout, a mené son combat pour que les agissements de la direction soient condamnés et pour obtenir réparation. Nous poursuivrons ses combats en son nom.

Nous tenions, par ces quelques mots, à exprimer notre émotion, à lui rendre hommage, et témoigner notre affection à sa famille et ses proches.

SAP : chronique d'un bordel annoncé...

Tous les élus de l'ensemble des CSE ont régulièrement remonté leurs inquiétudes au sujet de la mise en route de SAP et Chronotime.

Le petit aperçu e-learning appelé pompeusement "formation" que tous les salariés ont suivi a bien auguré de la suite : de la théorie sur quelques slides, mais dans la pratique nous sommes bien loin du compte.

Les assistantes de gestion sont sous l'eau et tous les salariés sont dans l'attente de pouvoir saisir leurs activités et suivis de projets ainsi que leurs frais de déplacement. Suite aux alarmes remontées par les assistantes de gestion et à certaines situations de souffrance au travail constatées par les élus, le CSE central a voté à l'unanimité une expertise sur cette population de salariées.

A suivre.....

5 années juteuses pour Mannai, beaucoup moins pour les salariés.

Selon les dires de notre "Chairman & Chief Executive Officer" (PDG quoi...) il faudrait se réjouir que des investisseurs viennent nous faire l'honneur de nous financer.

En 2016, Mannai a acheté GFI avec une action à 8,50 €. Avec un rachat en 2022 à 2 milliards, ça nous fait une action à 30 €. **Sur les 5 ans de présence de Mannai, cela représente un joli gain de 252 %.**

Au final, la plus value réalisée par Mannai sur son opération d'achat-revente de GFI/Inetum est **1,4 milliard d'euros.**

Et nos salaires sur la même période ? **À raison de 1,5 % par an, cela représente une progression de 11 % entre 2016 et 2021.**

On s'épargnera la douleur d'ajouter à ce calcul la prime épisodiquement annuelle de participation de quelques dizaines d'euros.

A-t-on besoin de plus de preuves sur la façon dont la finance vampire le travail ?

 **inFORMER**
LES SALARIÉ-ES

 **réAGIR**
ENSEMBLE

 **réINVENTER**
le syndicalisme

Pour les salariés de la DSI, les "merci" ne suffisent plus.

En mars 2020, le gouvernement décidait d'un confinement dans l'urgence et imposait en conséquence la mise en télétravail en quelques jours de plus de 80 % des effectifs d'INETUM.

Un travail réalisé par les salariés de la DSI avec une grande réussite qui ont pu fournir le matériel et les conditions techniques nécessaires dans des délais extrêmement courts, ne comptant pas leurs heures dans un contexte sanitaire angoissant et des règles de sécurité souvent non prises en compte (promiscuité, passage en grand nombre dans les bureaux, échange de matériel...).

La direction n'aura pas hésité à remercier chaleureusement et publiquement ces salariés avant de les envoyer pour la plupart, une fois la situation stabilisée, en chômage partiel. L'année suivante les salariés qui réclamaient une gratification salariale se sont vu bien souvent opposer une perte du chiffre

d'affaire qui empêchait toute revalorisation salariale.

En fin d'année 2021, Inetum a subi une attaque sans précédent par un ransomware mettant une nouvelle fois les équipes de la DSI sous pression.

Pour faire face à l'attaque, les salariés n'auront pas compté leurs heures de travail, auront aussi dû annuler leurs congés. Ils auront aussi dû répondre aux nombreux questionnements des salariés et managers inquiets et pressants, toujours dans un contexte anxiogène avec des directives qui évoluaient chaque jour et des informations lacunaires.

Le PDG V. Rouaix se sera à nouveau contenté de remercier ces équipes pour la qualité du travail accompli, leur implication et leurs compétences.

Mais cette fois-ci, il est temps de joindre les actes aux belles paroles. Les salariés de la DSI attendent une véritable reconnaissance de leur travail et des efforts fournis. Solidaires Informatique a réclamé à plusieurs reprises l'attribution d'une prime aux équipes de la DSI fortement mobilisées, des équipes de cybersécurité aux techniciens de proximité. La Direction nous a dit qu'elle y réfléchirait, il est grand temps qu'elle se décide.



RÊVE
GÉNÉRALE

SOLIDAIRES Informatique vous invite à participer à une nouvelle réunion de discussion en ligne.

Malgré l'isolement, il est plus que jamais nécessaire de maintenir un lien entre nous.

La dernière réunion organisée en janvier a permis un échange très fructueux sur les thèmes du télétravail et des questions d'actualité. Nous vous proposons de nous retrouver à nouveau pour aborder ensemble les sujets d'actualité mais aussi toutes les problématiques auxquelles vous pourriez être confrontés.

Les sujets que nous vous proposerons :

- > Les astreintes : Construisons ensemble nos revendications avant les prochaines réunions paritaires
- > Le rachat d'Inetum par Bain Capital
- > La migration SAP et ses conséquences
- > L'attaque ransomware
- > Questions diverses

➤ Mercredi 16 Février 2022 à partir de 17h <

Réunion en ligne sur <https://meet.solidairesinformatique.org/sudinetum-reunion-en-ligne>

La connexion à la conférence pourra se faire de façon totalement anonyme selon le souhait de chacun.

Quand la cyberattaque devient un centre de profit !

L'épisode du Ransomware qui a démarré fin décembre 2021 montre les mécanismes que les sociétés telles qu'Inetum mettent en place pour tirer profit d'une situation de crise.

Lors de la découverte de l'attaque le 19 décembre, la direction a mis en oeuvre des mesures immédiates pour protéger l'outil de travail et continuer de gagner un maximum d'argent.

Pour l'outil de travail, les équipes de la DSI ont été très fortement mobilisées, alors qu'elles étaient déjà fragilisées par des manques de moyens assumés par la direction (cf l'article du tract de janvier 2022 de Solidaires). L'investissement total des équipes a permis de limiter l'impact du virus. La direction s'est félicitée du professionnalisme de l'équipe aux commandes au mépris de toutes celles et ceux, qui sur le terrain, ont oeuvré jours et nuits pour circonscrire le virus. Ce mépris ira-t-il jusqu'à ne pas récompenser ces "premiers de corvées" en n'octroyant pas des primes très largement méritées ?

Le cynisme de la direction

La direction va encore plus loin en faisant payer leur inconséquence à l'ensemble des salariés et à la collectivité nationale.

Dès le début de la crise, elle a décidé que ce seraient les salariés qui mettraient la main à la poche et non les actionnaires.

Elle a demandé aux managers de mettre les salariés en RTT, en congés ou

encore en activité partielle.

Si la pose de RTT ou congés n'a pas été imposée, la direction a joué sur le mécanisme de la soumission à l'autorité (documentée dans de nombreuses recherches dont la célèbre expérience de Milgram). Ce procédé est déloyal et interroge sur l'éthique des dirigeants de la société.



Activité partielle

L'activité partielle a également été mise en place pour que l'Etat, c'est à dire les contribuables, rembourse une partie des salaires. qu'ils auraient dû payer, et

les faire supporter par l'argent publique.

Au moment de rendre des comptes aux représentants des salariés, la direction a fait marcher la langue de bois.

Concernant la cyberattaque, elle s'est réfugiée derrière l'enquête en cours pour ne pas répondre aux nombreuses questions du CSEC (comité social et économique central).

Pour l'activité partielle, la consultation obligatoire du CSEC fut un camouflet pour la direction.

Solidaires, ainsi que les autres organisations syndicales ont émis unanimement un avis défavorable.

Enfin, des négociations sont en cours avec l'assureur pour couvrir les pertes d'exploitation. Ce sont potentiellement des sommes d'argent qui pourront encore améliorer les dividendes des actionnaires.

L'argent magique existe, il est pris dans nos poches pour aller directement dans les poches de ceux qui possèdent déjà tout.

L'avis défavorable rendu par le CSE Central Inetum suite à la demande de la direction de recourir à l'activité partielle :

Le CSE Central constate les points suivants :

- Le risque informatique est un risque inhérent à l'activité d'Inetum,
- Au vu de la taille d'Inetum, le nombre de salariés mis en inactivité est faible,
- « L'entreprise n'a jamais été mise en péril par la cyberattaque » (affirmation de l'ANSSI),
- Une partie des coûts induits par l'attaque sera pris en charge par l'assurance d'Inetum.

En conséquence, le CSE Central émet un avis défavorable à la demande d'activité partielle à la suite de la cyberattaque ayant eu lieu en décembre 2021.

Vous pouvez aujourd'hui compter sur les DS SUD Groupe Inetum, les RS des CSE, des élu.es pour vous défendre.

Guillaine YAPI (RS CSSCT Central)	06 16 73 50 10	Régis SCHAFFRAN (DS Nord)	06 52 06 49 98
Patrice SCHIFFLI (DS Est)	06 04 17 12 05	Franck AUGER (DS Ouest)	06 99 91 88 33
Vincent BRACCHETTI (DSC adj. France)	06 70 49 84 93	Christophe BAUDRY (DS Ouest)	06 88 60 75 20
Patrice BOUVET (DSC France)	06 09 59 74 87	Anne OURY (DS Ouest)	06 30 49 67 67
Eric BURRI (DS IDF)	06 76 65 11 01	Yasmina DJERRAR (DS Progiciels)	06 67 22 12 06
Laurent CALVET (DS IDF)	06 32 05 00 92	Paul BARRY (DS Progiciels)	07 72 07 09 83
Norbert FAISANT (DS IDF)	06 12 27 04 05	Bogdan LASCULESCU (DS Progiciels)	06 51 09 87 25
François PELTIER (RS IDF)	06 62 49 26 81	Yann KERBIRIOU (DS Rhône-Alpes)	07 68 26 71 97
Laure NETZ (DS Méditerranée)	06 09 34 78 20	Patrick POUS (DS Rhône-Alpes)	06 95 87 88 31
Olivier LEFRANCQ (DS Nord)	06 19 87 58 97	Jean-Philippe CALVEL (RS Sud-Ouest)	06 83 44 63 12
Steven LOPES (RS Nord)	06 29 86 56 81	Geneviève DELJOUGLA (DS Sud-Ouest)	06 60 63 70 98
Guillaume MAHELLE (DS Nord)	07 77 39 30 46		